

DECISION DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE PRISE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 16/07/2026 – Complétée le 12/08/2026

N° DP 079049 26 00282

Par : Commune de Bressuire représentée par
Madame MENARD Emmanuelle

Demeurant à : 4 place de l'Hôtel-de-Ville
CS 20080
79302 BRESSUIRE Cedex

Pour : Installation d'ombrières photovoltaïques
sur le parking d'un boulodrome

Sur un terrain sis à : 54 Boulevard du Marechal Foch
AR172, AR175

Surface de plancher construite :
0 m²

**Surface de plancher créée par
changement de destination :**
0 m²

Destination : sans objet,

Le présent arrêté a été publié
Le : 11/09/2026

LE MAIRE,

VU la déclaration préalable susvisée, ayant fait l'objet d'un avis de dépôt affiché en mairie le 17/07/2026,
VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-4, R421-9 à R421-12, R421-13, R421-17, R421-18, et R421-23 à R421-25,
VU le plan local d'urbanisme de la communauté d'agglomération du bocage bressuirais en date du 09/11/2021, mis à jour le 28/10/2022 et le 02/05/2023, ayant fait l'objet d'une mise en compatibilité le 21/03/2023, de modifications simplifiées le 30/01/2024 et le 03/03/2026 (2), et de révisions allégées le 03/02/2026, le 03/03/2026 (2), le 15/05/2026 (2) et le 19/05/2026 (2),
VU le règlement de la zone Ua3,
VU l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours des Deux-Sèvres, en date du 06/08/2026,
VU l'avis favorable avec prescriptions des services de SNCF, en date du 10/09/2026,

CONSIDERANT que l'article R111-2 du code de l'urbanisme dispose comme suit que "*le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations*", que suivant l'avis des services de SNCF en date du 10/09/2026, le projet n'expose pas suffisamment les mesures prises lors de l'exécution des travaux pour répondre au risque lié à la présence d'une servitude de protection du domaine public ferroviaire (servitude T1), que dès lors le projet est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique, qu'il peut cependant y être remédié par l'édiction de prescriptions,

ARRETE

Article UNIQUE : le projet décrit dans la demande susvisée n'appelle pas d'opposition sous réserve de respecter les dispositions suivantes conformément à l'avis des services de SNCF :

- Les prescriptions de sécurité applicables aux travaux à proximité du réseau ferroviaire, notamment celles prévues par l'IG94589 – Directives de Sécurité Ferroviaire, ainsi que des servitudes T1 applicables au domaine public ferroviaire devront être respectées.

Notamment il est rappelé que sont interdites les constructions, autres qu'un mur de clôture, ne respectant pas les distances minimales d'implantation prévues par les servitudes ferroviaires. Dans le

cas présent, la distance minimale de 2 mètres à partir de l'emprise de la voie ferrée, définie à l'article R. 2231-2 du Code des transports, est respectée. Néanmoins, **une vigilance particulière devra être portée à la phase de réalisation des travaux, notamment au regard des fondations et des moyens matériels susceptibles d'être utilisés.**

- **Terrassements et fondations : la profondeur des terrassements et des fondations devra être compatible avec la stabilité de la plateforme ferroviaire. Les travaux ne devront en aucun cas être susceptibles de déstabiliser la voie ou les installations ferroviaires. Une attention particulière devra donc être portée à la réalisation des fondations de l'ombrière et à la profondeur des terrassements.**
 - **Engins de chantier : les engins devront être positionnés et utilisés de manière à ne pas empiéter sur les emprises ferroviaires et à ne présenter aucun risque pour les installations ou la circulation ferroviaire.**
 - **Utilisation éventuelle d'une grue : si une grue est prévue pour le montage de l'ombrière, son implantation et son rayon d'action devront faire l'objet d'une étude préalable afin de garantir qu'aucun élément de la grue, de sa flèche ou de sa charge ne puisse atteindre ou survoler les emprises ferroviaires. Les conditions de montage, de fonctionnement et de démontage devront également être prises en compte.**
 - **Vibrations : tout procédé ou engin générant des vibrations devra faire l'objet d'une attention particulière et respecter les prescriptions applicables à proximité des installations ferroviaires.**
 - **Emprises ferroviaires : aucun accès, stockage de matériaux, stationnement d'engins ou dépôt ne devra être réalisé sur les emprises ferroviaires sans accord préalable de SNCF Réseau.**
 - **Délimitation du chantier : la zone de travaux devra être clairement matérialisée afin d'éviter toute pénétration accidentelle d'engins, de matériaux ou de personnel sur le domaine ferroviaire.**
 - **Gestion des eaux : les travaux et aménagements ne devront pas modifier ou aggraver les écoulements des eaux vers les emprises ferroviaires.**
 - **Démarches préalables aux travaux - Préalablement à tout commencement des travaux, le maître d'ouvrage devra notamment :**
 1. **Réaliser les DT/DICT obligatoires conformément à la réglementation en vigueur ;**
 2. **Transmettre les éléments techniques nécessaires à l'analyse des conditions de réalisation des travaux si celles-ci évoluent par rapport au dossier présenté ;**
 3. **Respecter les prescriptions de sécurité communiquées par SNCF Réseau.**
- En cas de recours à une grue ou à des moyens de levage susceptibles d'avoir une incidence sur les emprises ferroviaires, une étude spécifique devra être réalisée préalablement aux travaux afin de vérifier les conditions d'implantation et d'utilisation de ces équipements.**
- De même, toute intervention nécessitant un accès ou une présence sur le domaine ferroviaire devra faire l'objet d'un accord préalable de SNCF Réseau et, le cas échéant, d'une Mission de Sécurité Ferroviaire (MSF) avec les prestations et l'accompagnement nécessaires. Ces prestations feront l'objet d'un devis et d'une contractualisation préalable.**

Le 11/09/2026

Le Maire



Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe chargée de l'urbanisme

Elina PRÉAULT

PAGE 2 / 3

Informations complémentaires :

- Le titulaire de la présente autorisation devra prendre en compte la notice de sécurité jointe au présent arrêté concernant la pose des panneaux photovoltaïques.
- Le demandeur est invité à prendre connaissances des éléments suivants joints à la demande (En lien avec l'avis SNCF) :
 - IG94589 – MOA Tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire ;
 - Fiche Servitudes T1 – Servitudes de protection du domaine public ferroviaire ;
 - Annexe 9 de l'IG94589 – Schéma de principe des contraintes ferroviaires ;
 - IG90033 – Règles de conception, réalisation et contrôle concernant les ouvrages provisoires et les opérations de construction.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans le département, conformément aux dispositions de l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales :

- Dossier transmis le 17/07/2026
- Arrêté transmis le 11/09/2026

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT – INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT- INFORMATIONS

♦ **CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRÉSENTE AUTORISATION DEVIENT EXÉCUTOIRE** : la présente décision est exécutoire à compter de la date à laquelle elle est acquise (article L424-8 du code de l'urbanisme). Par exception toutefois, si la présente décision de non-opposition porte sur une déclaration préalable de coupe et d'abattage d'arbre, prévue à l'article L113-1 du code de l'urbanisme, elle devient exécutoire un mois après la date à laquelle elle est acquise (articles L424-9 et R424-1 du code de l'urbanisme).

♦ **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** (articles R424-15 et A424-15 à A424-18 du code de l'urbanisme) : les travaux peuvent débuter dès que l'autorisation devient exécutoire. Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis, et pendant toute la durée du chantier (cet affichage n'est cependant pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés. Cet affichage doit s'effectuer sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Ce panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro et la date d'affichage en Mairie de l'autorisation, la nature du projet et la superficie du terrain, ainsi que l'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet : si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions (exprimée en mètres par rapport au sol naturel) ; si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ; si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs ; si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir. En outre, le panneau d'affichage doit comporter la mention suivante : « le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (article R600-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R600-1 du code de l'urbanisme) ». Le panneau doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.

Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait : dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers (dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire au plus tard quinze jours après le dépôt du recours) ; dans le délai de trois mois après la décision, l'autorité compétente peut retirer l'autorisation, si elle l'estime illégale (elle est néanmoins tenue d'en informer préalablement son bénéficiaire, et de lui permettre de répondre à ses observations).

♦ **DURÉE DE VALIDITÉ** (articles 424-17 à R424-23 du code de l'urbanisme) : le permis de construire, d'aménager ou de démolir est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification mentionnée à l'article R424-10 du code de l'urbanisme, ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Ces dispositions sont également applicables à une décision de non-opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. Lorsque la déclaration préalable porte sur un changement de destination ou sur une division de terrain, la décision devient caduque si ces opérations n'ont pas eu lieu dans le délai de trois ans à compter de la notification mentionnée à l'article R424-10 du code de l'urbanisme, ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même lorsque la déclaration ne comporte pas de travaux et porte sur l'installation d'une caravane en application du d de l'article R421-23 du code de l'urbanisme, ou sur la mise à disposition des campeurs de terrains ne nécessitant pas de permis d'aménager en application de l'article R421-19 du même code.

En cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis ou contre la décision de non-opposition à la déclaration préalable, ou de recours devant la juridiction civile en application de l'article L480-13 du code de l'urbanisme, le délai de validité prévu ci-dessus est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Lorsque le commencement des travaux est subordonné à une autorisation ou à une procédure prévue par une autre législation, le délai de trois ans court à compter de la date à laquelle les travaux peuvent commencer en application de cette législation si cette date est postérieure à la notification visée à l'article R424-10 du code de l'urbanisme, ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La prorogation est acquise au bénéficiaire du permis si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

♦ **DROITS DES TIERS** : la présente décision est prise sous réserve du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement, règles de vue sur fond voisin, etc.). Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

♦ **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

♦ **DÉLAIS ET VOIES ET RECOURS** : si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir l'auteur de la décision (recours gracieux) ou son supérieur hiérarchique (recours hiérarchique) d'un recours administratif dans un délai de 1 mois suivant sa notification. L'absence de réponse de l'administration dans un délai de 2 mois vaudra alors décision implicite de rejet. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain, conformément aux dispositions ci-dessus.

En cas de refus d'autorisation (décision d'opposition à une déclaration préalable ou refus de permis de construire) fondé sur un désaccord de l'architecte des bâtiments de France, vous pouvez former un recours administratif auprès du préfet de région (DRAC de Nouvelle Aquitaine, 54 rue Magendie, CS41229, 33 074 BORDEAUX). Ce recours administratif est un préalable obligatoire à l'introduction d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. Il doit être réalisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 1 mois suivant la notification du refus d'autorisation. Vous devrez alors préciser lors de votre saisine si vous souhaitez faire appel à un médiateur, désigné dans les conditions prévues au III de l'article L632-2 du code du patrimoine.

